

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Le premier ministre a soulevé la question de privilège, monsieur l'Orateur. J'ai moi-même posé une question touchant la déclaration faite l'autre jour par le premier ministre comme le rapporte le *Toronto Star* du 25 février. Le premier ministre n'a pas jusqu'à maintenant démenti ces déclarations et il...

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Cette question a été soulevée précédemment par le député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles, comme il vient de le dire, et j'ai laissé entendre alors que c'était un sujet de débat. Peut-être pourrait-on permettre au ministre de finir la réponse qu'il avait commencée.

L'hon. M. Greene: Monsieur l'Orateur, pour ce qui est des entretiens avec les États-Unis concernant les besoins d'énergie à long terme auxquels j'ai fait allusion, nous disposons d'une étude très complète sur les réserves disponibles entre 1960 et 1990 dans le rapport de l'Office de l'énergie, publié en décembre dernier. Quant aux ressources en eau, comme le premier ministre et moi-même l'avons déclaré nettement, n'ayant pas d'évaluation de ce genre, nous ne saurions dire de quelle quantité d'eau le Canada aura besoin d'ici là, il ne peut être question d'en vendre. Le premier ministre et moi avons déclaré cela très nettement.

Des voix: Bravo!

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, vu que le ministre vient de déclarer que nous n'avons pas d'eau de trop, puis-je demander au premier ministre si la déclaration qu'il a faite aux étudiants de l'Université Carleton a été correctement ou incorrectement citée...

Des voix: Règlement.

M. l'Orateur: A l'ordre.

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, compte tenu de la déclaration du premier ministre sur la question de privilège, le gouvernement a-t-il l'intention de créer une commission similaire à la Commission Borden qui a fait une estimation de nos ressources énergétiques en matière de gaz naturel et de pétrole brut, afin de déterminer nos besoins ménagers et industriels en eau dans un avenir prévisible?

Le très hon. M. Trudeau: Cette question est actuellement étudiée de façon intensive par le ministère intéressé. Il n'existe aucune commission à cet effet. C'est une chose que

[Le très hon. M. Trudeau.]

nous nous efforçons visiblement de déterminer.

En ce qui concerne ma déclaration, il sera peut-être utile à la Chambre de savoir que, l'autre jour, je n'évoquais pas des possibilités futures. J'ai dit qu'il y avait des centaines de—vous semblez impatient, monsieur l'Orateur.

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Non, je ne le suis pas. Le député de Prince Albert désire-t-il poser une question supplémentaire?

Le très hon. M. Diefenbaker: Non.

M. Louis-Roland Comeau (Southwestern Nova): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à l'intention du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Je voudrais lui demander si son ministère souscrit à la politique du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien exposée dans le bill C-187, et qui préconise la création d'un office pour étudier la dérivation vers les États-Unis des eaux du Yukon et d'autres eaux du Nord?

L'hon. M. Greene: Ma foi, monsieur l'Orateur, le gouvernement s'exprime toujours d'une seule voix.

M. Baldwin: Mais avec une langue fourchue.

Une voix: Et avec deux têtes.

M. Nesbitt: Une voix et deux langues.

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, puis-je demander au premier ministre s'il voudrait bien terminer la déclaration qu'il a commencée?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, j'ai dit que, selon les chiffres à ma disposition, plus de 100 millions de gallons d'eau se déversent chaque jour dans la mer. Évidemment, il s'agit pour nous d'eau douce que nous ne saurions vendre à l'heure actuelle. Si jamais nous nous engageons par contrat à vendre de l'eau, de quelque nature qu'elle soit, nous devons certes savoir quelles sont nos ressources en eau, quels seront nos besoins futurs et, dans le cas d'un excédent, quel sera le volume de cet excédent. Les paroles qu'on m'attribue ne concernent pas notre politique, mais un état de fait, et il m'étonnerait que le député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles veuille le nier.

M. David MacDonald (Egmont): Monsieur l'Orateur, le premier ministre ou le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources pourrait-il, à l'appel des motions, donner des détails sur le caractère de l'étude en cours sur